

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 16 novembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **DARAMIC SAS**

25 RUE WESTRICH  
BP 90149  
67603 SELESTAT

Références : 0006700478/JB/CE  
Code AIOT : 0006700478

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2022 dans l'établissement DARAMIC SAS implanté 25 rue Westrich - 67603 SELESTAT.

L'inspection a été annoncée le 08/09/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DARAMIC SAS
- 25 RUE WESTRICH - 67603 SELESTAT
- Code AIOT : 0006700478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Société spécialisée dans la production de membranes plastiques à usage de séparateurs dans les batteries d'accumulateurs en polyéthylène utilisées dans les véhicules automobiles, chariots élévateurs...

L'activité de production utilise des produits contenant des solvants d'extraction de l'huile (hexane) et des agents mouillants (éthanol) générant des rejets de COV.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Surveillance des rejets atmosphériques ;
- Gestion des solvants ;
- Surveillance des eaux souterraines.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/10/2002, articles 7.1, 8.4 et 8.5	/	Sans objet
2	Gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 03/10/2002, article 9.5 AP Complémentaire du 25/03/2022, article 3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformité.

Le point de contrôle portant sur la surveillance des eaux souterraines met en évidence des observations qu'il convient de prendre en compte, et pour lesquelles des éléments de réponse sont attendus. L'Inspection estime notamment qu'il convient de suivre les préconisations du rapport de l'étude portant sur la réalisation d'études complémentaires visant à approfondir l'état de fonctionnement de la barrière hydraulique et la réalisation d'un diagnostic complémentaire pour définir l'extension des impacts relevés et de les mettre en œuvre.

Considérant l'engagement de l'exploitant en séance à réaliser les investigations complémentaires en novembre/décembre 2022, il est attendu qu'il transmette d'ici le 31 décembre 2022 le rapport des investigations complémentaires ou l'ensemble des éléments justifiant qu'elles ont été mises en œuvre. Il conviendra de préciser dans cette transmission l'organisation des travaux prévus en janvier/février 2023.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2002, articles 7.1, 8.4 et 8.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Composés Organiques Volatils (COV)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 7.1 « L'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées les résultats des contrôles périodiques et continus avant le 15 du mois qui suit chacun des 4 trimestres de l'année [...]. En cas de dépassement des prescriptions, l'exploitant joindra les éléments de nature à expliquer les dépassements constatés et précisera les mesures prises pour remédier à cette situation. »  Article 8.4 « La valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés organiques rejetés par un même émissaire est de 110 mg/m <sup>3</sup> . Les rejets (canalisés et diffus) d'hexane [...] et d'éthanol, rapportés au nombre de m <sup>2</sup> de filtres produits s'élèvent [...] en moyenne pour une année [...] à 3,1 g/m <sup>2</sup> . »  Article 8.5 « Les effluents gazeux canalisés des deux lignes d'extraction à l'hexane font l'objet, avant toute dilution, d'un contrôle continu et d'un contrôle, à une fréquence annuelle, par un organisme indépendant de l'exploitant. »
<b>Constats :</b> <b>Contrôle par un organisme extérieur</b> L'exploitant présente le rapport du 09/05/2022 relatif aux mesures effectuées du 04/04/2022 au 06/04/2022. Le rapport ne met pas en évidence de dépassement de valeurs limites réglementaires (110 mg/Nm <sup>3</sup> ) : les valeurs sont comprises entre 14,3 mg/Nm <sup>3</sup> (ligne WP 9) et 38 mg/Nm <sup>3</sup> (ligne EXA 2).

**Contrôle continu**

En parallèle, l'exploitant procède au contrôle continu de la teneur en hexane en ppm des 2 lignes d'extraction. Elle est fournie par les analyseurs en continu au niveau des salles de contrôle et au niveau des lecteurs à proximité des exutoires des lignes d'extraction.

La valeur limite réglementaire est de 34,2 ppm, équivalente à 110 mg/m<sup>3</sup>.

Le tableau de suivi journalier des rejets des 2 extracteurs, qui présente les valeurs moyennes quotidiennes (de 6 h à 6 h), est transmis chaque trimestre à l'Inspection, conformément à l'article 7.1 susvisé.

Le tableau de suivi journalier montre :

- au 3<sup>ème</sup> trimestre 2021 : aucun dépassement enregistré sur les 2 lignes, et la concentration moyenne de rejet d'hexane est respectivement de 6,1 ppm et de 13,7 ppm sur les lignes 1 et 2 ;
- au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 : un seul dépassement enregistré sur la ligne 2 (valeur erronée - défaut de l'analyseur/action réalisée : remplacement pompe QI4699), la concentration moyenne de rejet d'hexane est respectivement de 1,5 ppm et de 13,9 ppm sur les lignes 1 et 2 (respectivement de 9,2 ppm et 14,8 ppm en moyenne sur l'année 2021) ;
- au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 : un seul dépassement enregistré sur la ligne 1 (valeur élevée - cause recherchée/action réalisée : augmentation du débit vapeur EXA1 à 800 kg/h), la concentration moyenne de rejet d'hexane est respectivement de 3,6 ppm et de 12,8 ppm sur les lignes 1 et 2 ;
- au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 : un dépassement enregistré sur la ligne 1 (chute dépression PIT46030 dégazage bain de -9 à -12 mbar) et un dépassement enregistré sur la ligne 2, la concentration moyenne de rejet d'hexane est respectivement de 3,6 ppm et de 12,8 ppm sur les lignes 1 et 2 (respectivement de 5,6 ppm et 16,2 ppm en moyenne sur le 1<sup>er</sup> semestre 2022).

L'installation respecte la valeur limite d'émission d'hexane dans les rejets canalisés.

Les rejets (canalisés et diffus) d'hexane et d'éthanol, rapportés au nombre de m<sup>2</sup> de filtres produits s'élèvent en moyenne à 1,185 g/m<sup>2</sup> (3,1 g/m<sup>2</sup> prescrit).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 2 : Gestion des solvants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan de gestion des solvants

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

**Constats :** La consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes. Un plan de gestion de solvants est donc requis. Celui de l'année 2021 a été déposé dans la déclaration GERP.

Depuis 2020, le calcul du flux I2 (quantité de solvants récupérés et distillés restant dans les lignes de production) est précisé.

Le flux I2 est ainsi déterminé : 120 tonnes d'hexane récupérées par jour sur la ligne EXA 1 et 175 tonnes par jour sur la ligne EXA , pour 348 jours de fonctionnement pour chacune des 2 lignes, soit une quantité de solvants de 102 748 tonnes en 2021.

L'équation bilan matières est respectée sur le plan de gestion de l'année 2021 (équilibre des entrées et des sorties).

Le flux I1 (126,65 tonnes dont 104,6 tonnes d'hexane - quantité de solvants achetés) est inférieur à celui de l'année précédente (131,69 tonnes en 2020) alors que les lignes d'extraction ont plus fonctionné en 2021 qu'en 2020.

Le plan de gestion de l'année 2021 informe des actions visant à réduire la consommation annuelle de solvant. Il est notamment retenu :

- le remplacement en 2021 de 4 cuves enterrées contenant des produits de process par des cuves dans un bassin étanche et accessible pour une meilleure gestion des flux et de détection d'éventuelles fuites ;
- en cas de détection d'odeurs ou de vapeurs d'hexane, une équipe intervient dans les plus brefs délais pour remédier au problème, et une caméra infra-rouge est utilisée pour identifier les différentes fuites afin de réagir dans les meilleurs délais ;
- depuis 2022, l'exploitant intègre dans ses arrêts "maintenance" des travaux de contrôle et de réduction d'éventuelles fuites.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

**Référence réglementaire :**

Arrêté Préfectoral du 03/10/2002, article 9.5

AP Complémentaire du 25/03/2022, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines - Etude sur l'impact environnemental et sanitaire de la fuite

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Arrêté Préfectoral du 03/10/2002, article 9.5

« Une surveillance des eaux souterraines est mise en place sur les points d'accès à la nappe existants à savoir : MW1, MW2, MW3, PA, PB et PC.

Un prélèvement semestriel des eaux souterraines sera réalisé sur ces six points dans le but d'analyser les paramètres suivants : hydrocarbures totaux sur le point PC et conductivité, hydrocarbures totaux, cyclohexane, cyclopentane, heptane, hexane, méthyl 2 pentane, méthyl 3 pentane, méthylcyclopentane sur les cinq autres points. »

AP Complémentaire du 25/03/2022, article 3

« L'exploitant remet à l'Inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude de l'impact sur l'environnement de la fuite ; cette étude devra notamment comporter :

- Un état des lieux concernant le terme source de la fuite : nature et quantité de produits concernés ;
- Une évaluation de la nature et des quantités de produits / produits de décomposition / de dégradation susceptibles d'avoir été émis dans les sols et les eaux, compte tenu de la quantité et de la composition des produits impliqués dans l'incident ;
- La détermination de la ou les zones maximales d'impact au regard des cibles/enjeux en présence ;
- Un inventaire des cibles/enjeux potentiels exposés aux conséquences de la fuite (habitations, établissements recevant du public, zones de cultures maraîchères, jardins potagers, zones de pâturage, bétails, sources et captage d'eau potable, activités de pêche et de cueillette...) ;
- Une proposition de plan de prélèvements (plan de surveillance environnementale) sur des matrices pertinentes justifiées ; les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d'impact et des cibles répertoriées dans l'inventaire prescrit ci-dessus (privilégier dans un premier temps quelques points de prélèvements sur des zones à enjeux sanitaires (jardins potagers, cultures, zones de pâturage) puis dans un second temps, élargir les prélèvements sur les matrices qui vont répondre au marquage environnemental de la zone et éventuellement à la compréhension de la chaîne de contamination des milieux). Ce plan prévoit également des prélèvements dans une zone estimée non impactée par le sinistre qui sera utilisée comme zone

témoin ;

- Les résultats d'analyses commentés et comparés aux valeurs de référence disponibles visant à identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits diffusés ;
- La proposition d'un plan de gestion en cas d'impact révélé par les mesures réalisées ;
- Une évaluation de l'efficacité de la barrière hydraulique en place sur l'installation, et la proposition de mise en place et/ou d'amélioration du système de dépollution actuellement en place. »

**Constats :**

L'installation se situe à environ 250 m à l'est et en latéral hydraulique de la limite du périmètre de protection éloignée du captage de Scherwiller et à près de 2 km au sud du périmètre éloigné du captage d'Ebersheim. Les ouvrages présents en aval hydraulique sont soit des piézomètres (ouvrages de surveillance) ou des puits exploités pour l'agriculture.

L'exploitant déclare et commente sous GIDAF les résultats d'analyses de la surveillance des eaux souterraines (connexion par Mon AIOT).

En 2018, les suivis sur les eaux souterraines ont mis en évidence un premier dépassement des teneurs en hexane et dérivé en aval des cuves ayant conduit à l'inertage de la cuve TK521 et son remplacement.

Bien que la fréquence d'analyse prescrite est semestrielle, l'exploitant réalise à sa propre initiative depuis novembre 2018 des mesures à fréquence mensuelle sur l'ensemble de ses ouvrages pour assurer un suivi de meilleure qualité (8 ouvrages de surveillance - cf plan d'implantation ci-dessous).

En 2020, les suivis sur les eaux souterraines ont de nouveau mis en évidence un dépassement des teneurs en hexane et ses dérivés (composés de dégradation) en aval hydraulique des cuves d'hexane enterrées. Les démarches engagées par l'exploitant fin mars 2021 ont permis d'identifier la cause des teneurs observées (cuve enterrée TK519 percée de la ligne d'extraction EXA 1), de stopper la fuite et d'en limiter les conséquences. Les mesures alors engagées par l'exploitant sont précisées dans le rapport d'inspection datée du 19/01/ 2022, qui précise notamment que la surveillance piézométrique (jusqu'en septembre 2021) révélait des teneurs pour les paramètres recherchés au droit des ouvrages MW2 et MW3 situés en limite de propriété et en aval hydraulique plus éloigné de la cuve défaillante qui n'est plus utilisée depuis.

En 2021, les cuves TK509, 519, 521 et 522 et leurs tuyauteries ont été vidangées (pas de dégazage ou d'inertage). La contenance de ces cuves était la suivante :

- TK509 (hexane + huile), d'une capacité de 5 m<sup>3</sup> ;
- TK519 (hexane pure), d'une capacité de 3 m<sup>3</sup> ;
- TK521 (hexane + huile + eau), d'une capacité 3 m<sup>3</sup> ;
- TK522 (eau), d'une capacité 3 m<sup>3</sup>.

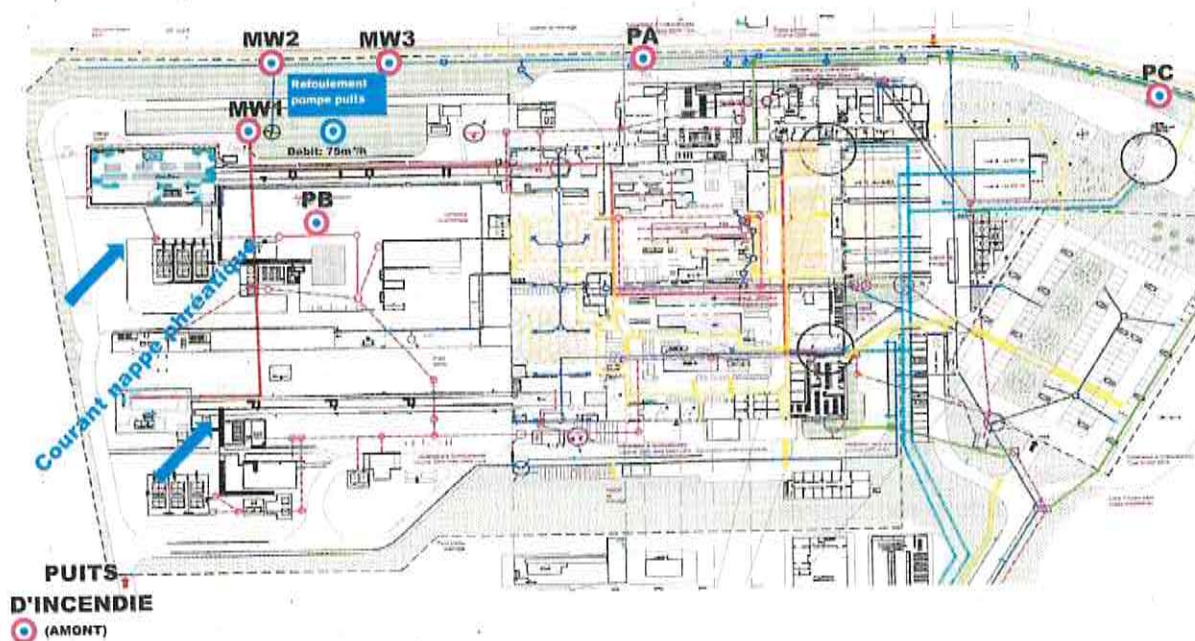
Quatre nouvelles cuves ont été installées : TK50900, 52200, 51900 et 52100 (cuves aériennes sur structure étanche et couverte).

Les travaux de démolition et démantèlement des cuves TK509, 519, 521 et 522 ont été réalisés durant l'été 2022.

En parallèle de ces travaux, l'exploitant a fait réaliser une étude environnementale complémentaire (investigations et études) afin de répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25/03/2022 portant prescriptions complémentaires dans le cadre de la fuite d'hexane au droit de la cuve enterrée TK519.

Des investigations ont été réalisées en juin 2022, à savoir :

- 7 sondages entre 2 et 7 m de profondeur à la tarière mécanique ;
- la réalisation d'une campagne sur les eaux souterraines au droit des 8 ouvrages existant au droit du site dont l'implantation est présentée sur le plan suivant :



Les éléments de l'étude environnementale complémentaire ont été présentés lors de l'inspection, et le rapport final (contenant notamment le plan de gestion (référence D2022-061, version 2)) daté du 06/10/2022 a été transmis par l'exploitant par courriel du 10/10/2022.

Le rapport final de l'étude environnementale met en évidence les éléments suivants :

#### Impacts identifiés :

Les extraits des données sur les eaux souterraines, fournies pour les années 2021-2022, mettent en évidence la présence de solvants chlorés au droit du site (TCE et PCE) mais aussi de teneur en hexane, 2-Méthylpentane, 3-Méthylpentane, Cyclohexane, Cyclopentane, Heptane, n-hexane, Méthyl-cyclopentane.

Les investigations mettent en évidence une pollution en HC C5-C6 aliphatiques (dont n-hexane, cyclohexane et ses dérivés) dans les sols entre 6-7 m de profondeur en aval des cuves fuyardes suspectées. Cet impact est aussi retrouvé dans les eaux souterraines et notamment sur les ouvrages PB, MW1 (ouvrages situés en aval hydraulique proche de la cuve), MW2 et MW3 (ouvrages situés en aval hydraulique plus éloigné de la cuve, en limite de propriété) et PD2017 (puits de dépollution situé entre les ouvrages PB et MW3), ce qui signifie que l'impact peut s'étendre hors site.

Les concentrations les plus significatives sont mesurées en aval hydraulique des cuves anciennement fuyardes avec notamment 4 300 µg/l en HC aliphatiques C5-C7, dont 620 µg/l en n-hexane et 510 µg/l en cyclohexane au droit de l'ouvrage PB.

En dehors de la problématique en hydrocarbures, la campagne de juin 2022 sur les eaux souterraines met aussi en évidence un impact en tétrachloroéthylène (PCE - solvants chlorés), connu de l'administration et sans lien avec le site DARAMIC (les solvants chlorés sont déjà détectés en amont du site, le site DARAMIC ne génère pas d'apport supplémentaire pour ces composés).

#### Efficacité de la barrière hydraulique :

Un confinement hydraulique du site est en place depuis le milieu des années 1990 via une barrière hydraulique. Elle est constituée du puits PD2017 qui exploite la nappe à 80 m³/h. L'analyse de données montre que le pompage actuel atteint plus de 95 % de taux de fonctionnement et que le puits PD2017 est correctement positionné et en capacité de récupérer des pollutions liées à l'exploitation du site. Ce pompage permet un confinement de la pollution observée sur le site.

Cependant, le rejet des eaux pompées du puits de confinement emprunte un réseau qui longe directement les piézomètres MW2 et MW3 et qui présente des fuites. Ces dernières peuvent être à l'origine de détection sur les ouvrages de contrôles aval du site MW2 et MW3. Pour vérifier cette hypothèse, le bureau d'études propose la réalisation d'une nouvelle campagne de mesures des niveaux piézométriques (après nivellement), des concentrations. Couplées à la réalisation d'un traçage, ces mesures devraient permettre de valider cette hypothèse.

Les eaux pompées au droit du puits sont rejetées directement au milieu naturel, dans le Giessen, via le réseau des eaux pluviales. Il convient de souligner que malgré la présence de fuites, la qualité finale du milieu récepteur est bonne.

#### Plan de gestion :

Les investigations de terrain ont mis en évidence une zone d'environ 400 m<sup>2</sup> à traiter. Des incertitudes subsistent sur les limites nord et est. Celles-ci devront être levées par la réalisation de sondages complémentaires. La mise en œuvre d'un traitement in situ par venting/sparging est proposée. Cette technique est efficace pour traiter les composés volatils, d'autant plus dans des terrains perméables comme présents sur site (technique peu invasive qui interférera au minimum avec les activités industrielles du site, ce même procédé a déjà été mis en place avec succès par le passé sur le site pour traiter des pollutions similaires). Ce traitement permettra de traiter la nappe souterraine et les sols de la zone source.

En l'état actuel des données, le bureau d'études préconise :

- la réalisation d'un diagnostic complémentaire pour définir l'extension des impacts relevés. Ce diagnostic portera sur les milieux sol et gaz du sol. Des prélèvements d'eaux sur les puits localisés hors site sont aussi recommandées. Une vérification préalable de leur fonctionnalité devra être réalisée ;
- les études complémentaires visant à approfondir l'état de fonctionnement de la barrière hydraulique, à savoir :
  - le nivellement des piézomètres et la réalisation d'une carte piézométrique qui permettra de vérifier l'emprise du rayon d'influence (zone de convergence des écoulements vers le puits). Sur cette base, cette vérification permettra de valider que, même si les eaux sont ré-infiltrées via le réseau, ces dernières sont récupérées par le puits ;
  - la réalisation d'un traçage colorimétrique ou au sel. L'objectif sera d'injecter un traceur dans la conduite de rejet et de mesurer la restitution dans les piézomètres et le puits ;
  - la réalisation d'une campagne de prélèvements et de mesures de l'ensemble des piézomètres du site et des puits agricoles situés à l'aval ;
  - en fonction des résultats, la mise en œuvre d'un piézomètre intermédiaire entre le puits PD2017 et les ouvrages MW2 et MW3.

#### **Observations :**

L'exploitant a remis le 10/10/2022 l'étude sur l'impact environnemental et sanitaire de la fuite d'hexane de la cuve enterrée TK519.

L'efficacité de la barrière hydraulique en place sur l'installation a été évaluée. Il apparaît toutefois que des études complémentaires visant à approfondir son état de fonctionnement soient nécessaires.

Les investigations de terrain ont mis en évidence une zone d'environ 400 m<sup>2</sup> à traiter sur site. Il apparaît également qu'un diagnostic complémentaire soit nécessaire pour définir l'extension des impacts relevés, notamment sur les puits localisés hors site.

L'Inspection estime qu'il convient de suivre les préconisations émises sur ces points dans le rapport de l'étude et de les mettre en œuvre.

L'exploitant s'est engagé en séance à réaliser les investigations complémentaires en novembre/décembre 2022 et à engager les travaux nécessaires en janvier/février 2023.

L'exploitant transmettra d'ici le 31/12/2022 le rapport des investigations complémentaires ou l'ensemble des éléments justifiant leurs mises en œuvre.

L'exploitant informera l'Inspection de la date du début des travaux dès connaissance et dès planification.

Si ces mesures ne permettent pas de vérifier cette hypothèse (réseau non étanche qui longe les ouvrages MW2 et MW3), il faudra envisager une réflexion autour du niveau d'équipement des crépines du puits de captage. Ce dernier pourrait être positionné trop bas pour pouvoir intercepter l'hexane dont la masse volumique est inférieure à celle de l'eau.

En cas de terrassement et d'évacuation hors site des matériaux investigués, l'ensemble des sols présentant des indices organoleptiques de pollution et des teneurs significatives en hydrocarbures aliphatiques C5-C10, le rapport de l'étude précise que les sols ne pourront pas être évacués en ISDI. Les centres de traitement devront être consultés au cas par cas pour définir les filières de traitement envisageables. Il conviendra que l'exploitant indique à l'Inspection les filières retenues.

Il serait également intéressant de savoir pourquoi le puits précédent (PD), remplacé par le puits PD2017 assurant la barrière hydraulique, était colmaté (colmatage physico-chimique et/ou colmatage bactérien) pour anticiper ce problème sur le puits actuel.

Les rapports d'analyses sont à joindre en PJ des saisies GIDAF.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

